

Sauver les biens communs

Alice LE ROY

Séminaire du 14 octobre 2011





La recherche sur les biens communs, couronnée en 2009 par le prix Nobel d'économie, permet d'affirmer que la tragédie qui frappe notre maison commune n'a rien d'inéluctable. Elle voit même dans l'ingéniosité collective que suppose la coopération la principale clé pour inventer des modes de vie soutenables.

Les exemples de surexploitation des ressources à l'échelle planétaire sont si nombreux que leur seule énonciation donne le vertige. Tous les indicateurs globaux - d'érosion de la biodiversité, de déplétion des ressources fossiles, d'extension des pollutions - font craindre le dépassement de nombreux seuils irréversibles et laissent entrevoir un effondrement de la civilisation industrielle telle que nous la connaissons¹. En 1968 déjà, quatre ans avant la publication des travaux du club de Rome sur les limites à la croissance, le biologiste Garrett Hardin donnait dans la revue *Science* un nom à cette spirale autodestructrice : la « tragédie des biens communs »².

Dans l'article, qui fit grand bruit lors de sa parution et fut maintes et maintes fois repris depuis, Hardin affirme que l'humanité irait à sa perte si les biens communs, ces ressources finies mais dont il n'est pas possible d'exclure les usagers, restaient en accès libre. A l'appui de sa démonstration, il cite l'exemple d'un champ de fourrage. Les éleveurs qui y mènent leurs bêtes, mus par le désir d'augmenter leurs gains, cherchent sans cesse à accroître la taille de leur troupeau. La tragédie découle de ce que chacun retire intégralement et individuellement le bénéfice de chaque tête de bétail supplémentaire, mais ne subit qu'une fraction, et de manière différée dans le temps, des coûts liés à la surexploitation du pâturage. Pour Hardin, qui s'inquiète alors de l'impact écologique de l'explosion démographique mondiale, il faut d'urgence adopter soit des mécanismes de régulation étatique, soit privatiser la ressource commune, faute de quoi elle sera promise à la destruction.

La parabole de la « tragédie des communs » - où le champ figure la Terre et les bergers ses habitants - n'est pas une démonstration isolée. A la fin des années 60, le malthusianisme et le pessimisme de Hardin sont partagés par de nombreux penseurs et acteurs politiques, pour qui l'action collective est vouée à l'échec. L'économiste Mancur Olson, qui analyse les motivations des individus dans la production et la gestion de biens collectifs, énonce alors la théorie dite du « passager clandestin ». Il observe que dans de nombreuses circonstances

¹ cf. le séminaire d'Yves Cochet, « L'effondrement, catabolique ou catastrophique ? », Institut Momentum, mai 2011.

² *The Tragedy of the Commons*, Garrett Hardin, *Science*, décembre 1968.



les individus sont incités à utiliser un bien collectif sans contribuer à sa création ni à son entretien. Plus une organisation est grande et plus ce type de comportement est répandu.

Il cite l'exemple du syndicat : si seuls quelques-uns parmi les employés d'une branche adhèrent, viennent aux réunions, versent leur cotisation et participent aux piquets de grève, les victoires obtenues grâce à l'action syndicale, elles, profitent à tous. Malgré l'existence d'une communauté d'intérêt, la stratégie « rationnelle » consiste donc pour chaque individu à laisser les autres gérer le bien collectif, sans contribuer soi-même sa quote-part.

Comme la prophétie de la tragédie des communs, la théorie du passager clandestin postule un comportement égoïste, où seule la maximisation par chacun de ses gains individuels motive les décisions. Elle exclut l'altruisme, c'est-à-dire la possibilité que l'on puisse s'engager dans une action collective sans en attendre de bénéfice personnel. Pour Mancur Olson, faute d'un mécanisme incitatif visant à faire participer à la création du bien collectif, et d'un système de sanctions destiné à punir les « passagers clandestins », les biens publics dits non exclusifs, c'est-à-dire ouverts à tous, sont voués à disparaître ... ou ne seront tout simplement pas créés.

La théorie des jeux aboutit, elle, à une conclusion encore plus implacable. S'appuyant sur le célèbre « dilemme du prisonnier »³, ce champ de recherche qui modélise les comportements stratégiques des individus, démontre que du point de vue de la stricte rationalité individuelle de court terme, un joueur ne voit jamais son intérêt dans la coopération, alors que le choix de coopérer conduirait pourtant à l'issue la plus favorable pour tous.

La démonstration en apparence irréfutable de l'impossibilité pour l'espèce humaine de résoudre les grands dilemmes d'action collective a servi de justification aux idéologues de tous bords pour prôner des solutions institutionnelles fondées soit sur la seule intervention de l'Etat, soit sur la main invisible du marché. Triomphants après la chute du mur de Berlin et l'effondrement des systèmes de collectivisation étatique des moyens de production, les tenants de l'idéologie néo-libérale ont poussé leur avantage en prônant la privatisation de l'ensemble des biens collectifs. De la brevetabilité des ressources génétiques à la marchandisation de la connaissance, rien ne doit échapper à la mainmise du marché.

³ Deux prisonniers, maintenus dans des cellules séparées, sont interrogés par la police pour un délit dont ils sont tous deux suspectés. On demande à chacun d'eux d'avouer et d'accuser l'autre. Alors qu'ils auraient intérêt à ne pas se dénoncer l'un l'autre, chaque prisonnier se trouve incité à le faire, de peur d'être seul à « plonger ».



Or, si le choix de la privatisation des biens communs pose à l'évidence des problèmes de faisabilité – comment établir des titres de propriété privée sur des ressources qui, comme l'atmosphère ou les océans, n'ont pas de frontière ? – elle montre aujourd'hui ses limites : la convergence des crises, financière, sociale et écologique prouve que sans mécanismes de régulation, c'est le pacte social lui-même qui est menacé. L'idéologie néo-libérale bute sur une réalité humaine bien plus riche et complexe que ne le laisse entrevoir la sombre prophétie de Hardin. Car rares sont les cas où les individus sont totalement isolés et prennent leurs décisions seuls, sans interaction avec d'autres acteurs. En situation réelle de gestion des ressources naturelles, les gens peuvent généralement communiquer et cette communication, fondamentale, leur permet d'ajuster leurs décisions en fonction des choix des autres usagers.

C'est cette réalité, complexe et dynamique, qui a guidé le travail de recherche d'Elinor Ostrom, professeure de science politique à l'université d'Indiana et lauréate en 2009 du prix de la banque de Suède en sciences économiques (le « prix Nobel » d'économie). Depuis la soutenance de sa thèse en 1965 sur l'approvisionnement en eau dans le sud de la Californie, elle a mis en évidence les stratégies déployées par des communautés d'usagers pour assurer la pérennité de ressources dites « rivaies » - chaque unité consommée par un usager diminue d'autant le stock disponible pour tous les autres – mais « non exclusives » - il est difficile, voire impossible, d'en interdire l'accès.

Constatant que des systèmes coopératifs de gestion des ressources naturelles continuaient, malgré leur marginalisation par les théories dominantes, de perdurer à travers le monde, elle a cherché avec l'Atelier de théorie et d'analyse des politiques fondé en 1973 à Bloomington (Indiana) à identifier ce qui fait la robustesse de ces systèmes. Isolant les grands critères permettant de pérenniser la gestion coopérative d'une ressource, Elinor Ostrom a su démontrer que des biens communs de petite et moyenne dimension - des pâturages, des zones de pêche, des systèmes d'irrigation, des massifs forestiers, mais aussi des communs immatériels, comme le climat et la connaissance - pouvaient échapper à leur destin tragique à la condition que ceux qui sont directement concernés par leur utilisation puissent mettre au point des mécanismes institutionnels pour les gérer.

L'« école de Bloomington », qui réunit tout d'abord des économistes et des chercheurs en science politique, fait ensuite appel à des juristes, des anthropologues et des spécialistes des sciences cognitives. En combinant plusieurs approches méthodologiques – études de terrain, méta-analyses et recherche expérimentale en laboratoire – cet atelier pluridisciplinaire a pu vérifier de manière répétée que la communication, considérée jusque-là par la théorie des jeux comme du « bavardage » (*cheap talk*) n'ayant pas d'impact sur l'issue du



jeu, permettait en réalité de réguler les comportements et de créer ou de renforcer la confiance. La dimension d'apprentissage social que revêtent dès lors ces processus de communication permet, dans certaines conditions, d'éviter la surexploitation des ressources. Cette découverte bouleverse profondément la vision dominante d'un individu rationnel et égoïste tourné vers la seule satisfaction de ses désirs individuels. Des travaux de science cognitive datant des années 90 appuient cette nouvelle perspective, en affirmant que nous sommes aussi et surtout des êtres doués d'empathie pour nos semblables⁴.

Reste que cette découverte tarde à être entendue par les décideurs politiques : parmi les huit critères de réussite isolés par Elinor Ostrom (*des frontières clairement définies, l'adéquation entre règles d'accès et d'utilisation de la ressource et conditions locales, des choix collectifs permettant la participation de la majorité des usagers aux processus de décision, une évaluation efficace et continue par des agents qui sont responsables devant eux, des sanctions graduées, des mécanismes de résolution des conflits peu coûteux et faciles d'accès*), il en est deux qui butent sur la question de l'échelle et de la légitimité des systèmes coopératifs insérés dans des ensembles plus vastes. Dans un monde de flux mondialisés de matières premières et d'information, la reconnaissance de modes d'organisation coopératifs locaux par les autorités de niveau supérieur continue de poser problème, tant l'idée d'institutions coopératives suscite au mieux l'incrédulité dans des sociétés habituées à penser en termes binaires public/privé, et au pire l'hostilité, surtout de la part de ceux qui profitent du statu quo. Ces profiteurs, «bandits vagabonds» (*l'expression « roving bandits » en anglais, utilisée par Mancur Olson, a été reprise par un collectif de chercheurs dans un article de la revue Science en 2006 afin d'alerter sur l'effondrement en cours de nombreuses espèces marines surexploitées par les géants de la pêche*) qui sillonnent le globe en pillant les ressources locales, représentent la principale menace pour les systèmes coopératifs de gestion des ressources naturelles. Ces prédateurs bénéficient pourtant bien souvent du soutien de pouvoirs publics aveuglés par l'illusion d'un progrès technique soi-disant créateur d'emplois.

L'idéologie néo-libérale n'est pas le seul obstacle à une reconnaissance de la légitimité de la gestion communautaire des ressources naturelles. A la vision polycentrique, dynamique, des institutions portée par des communautés d'usagers des biens communs, s'opposent des systèmes centralisés, hiérarchiques et pyramidaux dont l'universalisme à la

⁴ Jeremy Rifkin, *The Empathic Civilization : The Race to Global Consciousness in a World in Crisis*, Penguin, 2009.



française hérité des Lumières est un exemple. Dès lors, la question qui se pose est non pas de liquider cet universalisme, garant de l'égalité des citoyens devant la loi, mais de forger un pacte social qui fasse une place à la complexité et à la diversité.

Reste que la réflexion menée sur les biens communs, qui affirme la nécessité de combiner selon les circonstances les régimes de propriété - publique, privée et collective - est relativement récente. Les travaux menés dans le cadre de l'Association internationale pour l'étude des communs (*International Association for the Study of the Commons*) commencent seulement à aborder les biens communs immatériels menacés d'« enclosure » sous le même angle que les biens communs matériels. Par ailleurs, le milieu urbain, lieu de vie de plus de la moitié de l'humanité depuis la première décennie du 21^e siècle, n'a été que peu étudié dans cette perspective.

Mais ce champ de recherche semble bien être une piste majeure permettant de guider une action de nécessaire décroissance de l'empreinte écologique, décroissance qui pourrait s'opérer avec des outils démocratiques, par opposition à un rationnement des ressources dicté de manière autoritaire. Le cas de l'accès à l'eau, qui il y a dix ans à peine faisait quasi-systématiquement l'objet de partenariats publics-privés, témoigne d'un important changement de perspective : le référendum de 2011 qui a donné une majorité contre les privatisations en Italie et la remunicipalisation des services de l'eau à Paris, ville de deux millions d'habitants, prouvent que la réflexion sur les biens collectifs a désormais droit de cité dans le débat démocratique. Depuis le début des années 2000 et l'émergence du mouvement altermondialiste, les systèmes autogérés se vivent de manière moins confidentielle. Budgets participatifs, systèmes d'échanges locaux (S.E.L.), réseaux d'échange de savoirs, Villes lentes et en Transition (*Città Slow, émanation du mouvement Slow Food né en Italie et Transition Towns nés dans le monde anglophone*), circuits courts ville-campagne (Amap, marchés fermiers, bio-régions), éco-quartiers et jardins collectifs urbains ainsi que le dynamisme du secteur de l'économie sociale et solidaire viennent confirmer, malgré des fragilités évidentes d'organisation dans un monde incrédule ou hostile, la pertinence des modes d'organisation coopératifs.

En réaction aux crises du système financier et économique mondial et à l'apparition de nouvelles technologies de l'information et de la communication, de nouveaux communs, parfois à une échelle plus vaste, émergent. La licence *Creative Commons* et le mouvement du logiciel libre, qui permettent la libre circulation des connaissances tout en créditant leurs auteurs, l'encyclopédie en ligne Wikipédia, véritable bien commun de la connaissance qui s'adresse à des millions d'utilisateurs et qui mobilise des centaines de milliers de collaborateurs en ligne, apportent la preuve qu'il est possible, avec une approche pragmatique,



de faire du partage et de l'usage, plutôt que de la propriété, une valeur de la modernité. Sans angélisme mais avec pragmatisme et détermination, c'est peut-être l'idée d'appartenance à la même communauté de destin terrestre, humains et non-humains compris, qui permettra de sauver *Homo sapiens* de la tragédie qui le guette.